

# ESPAGNE : Le droit de grève sur la table du Conseil des ministres

(De notre envoyé spécial perman. Michel CHAUDE.)

MADRID, vendredi.

MADRID a connu jeudi une journée de fièvre, à la veille du Conseil des ministres qui, aujourd'hui, devrait entériner la politique d'« ouverture » du gouvernement de M. Carlos Arias Navarro.

Des groupes d'étudiants ont tenté d'ériger des barricades dans le centre de la capitale, pour finalement être repoussés par les policiers qui étrennaient leur nouvel équipement anti-émeutes : camions-citernes, gaz lacrymogènes, boucliers, balles en caoutchouc.

Toutefois, dans certains quartiers périphériques, où ont eu lieu des manifestations-éclair

## Rencontre Giscard-Juan Carlos

Le prince Juan Carlos de Bourbon, héritier désigné du trône d'Espagne, rencontre ce soir le président Valéry Giscard d'Estaing. Il est invité à dîner par le chef de l'Etat au château de Chambord, à l'occasion d'une chasse qui se déroulera samedi dans le domaine.

d'étudiants, les policiers ont eu recours aux armes traditionnelles : le gourdin et les balles réelles. Plusieurs manifestants ont été blessés par des balles perdues. On chiffre le nombre d'arrestations à une centaine. La police a fait évacuer l'université de Madrid et, dans le reste du pays, celles de Salamanque et de Bilbao. Plusieurs facultés ont par ailleurs été fermées.

En même temps, les ménages de Madrid faisaient la grève des marchés, dont les portes étaient d'ailleurs gardées par la police : elles voulaient protester contre l'élévation du coût de la vie.

Selon les associations de consommateurs, l'an dernier les frais d'alimentation ont augmenté de 34 %, les vêtements et les chaussures de

24 %, les transports de 49 % et l'enseignement et le logement de 18 %. Et les prix continuent de monter rapidement. Ces derniers jours, le pain, le lait, le gaz, l'électricité et les chemins de fer ont augmenté de 7 à 20 %.

Des arrêts de travail partiels ont également eu lieu dans le métro et dans les banques. A Vigo et au Ferrol (Galice) enfin, l'ordre de grève lancé par les commissions ouvrières fut suivi par les ouvriers de la métallurgie et dans les chantiers navals.

## « La droite civilisée »

Cependant les organisations clandestines ne réussissent pas à coordonner une grève à l'échelle nationale. Les conflits deviennent de plus en plus longs et de plus en plus durs mais seulement d'une manière isolée, dans une ville ou dans une région sans faire naître de mouvements généralisés de solidarité. Dans les milieux proches du gouvernement on commente ce soir que dans les prochaines semaines on s'attend à un nouvel essai de grève générale. Ce sera le dernier. « Les organisations clandestines connaissent maintenant leurs limites et leur incapacité à atteindre leurs objectifs » disait un haut fonctionnaire de la présidence.

Au conseil des ministres d'aujourd'hui, un projet de loi reconnaissant le droit de grève va être examiné. Bien qu'avec de nombreuses restrictions, il représente un pas en avant pour adapter la loi à la réalité. Les grèves bien qu'interdites ont été cette année aussi nombreuses en Espagne qu'en France. A ce même conseil, on approuvera aussi une réglementation interdisant aux hauts fonctionnaires du gouvernement et du Mouvement national de créer des associations politiques.

La neutralité du gouvernement dans le timide processus de démocratisation qui s'annonce était l'une des conditions exigées par l'ancien ministre Fraga et par l'ancien ambassadeur à Paris, le comte de Motrico, pour constituer une puissante association de centre droit qui grou-

perait des catholiques, des monarchistes et des libéraux. La reconnaissance et l'application des Droits de l'Homme, des élections libres pour désigner le Parlement et une réforme de la constitution sont les principaux objectifs que se propose cette association où entrerait « la droite civilisée ».

« L'heure est arrivée de reconnaître la gauche et de dialoguer avec elle », a commenté le comte de Motrico. « Une sortie non violente grâce à une évolution du régime franquiste vers la démocratie est possible, mais improbable, et si elle tarde trop, elle sera impossible », a dit jeudi l'un des plus jeunes et plus brillants hommes politiques de ce groupe, M. Juan Antonio Ortega. Pour beaucoup, cependant, il est déjà trop tard. L'Espagne va bientôt entrer dans une étape de violence et d'extrémisme dont l'agitation de ces jours derniers ne serait que la première étincelle.